

Expropriation : un tabou est tombé dans la zone euro

En 2009, la voix d'economiesuisse a été une des premières à s'élever pour mettre en garde contre les dangers considérables liés à des interventions étatiques massives pour lutter contre la crise économique et financière. Ces prévisions de Cassandra se sont malheureusement avérées. On connaît la suite, une crise de l'endettement sans pareille a éclaté. Peu de temps après, la Banque centrale européenne a dû voler au secours de toute une série de pays de la zone euro avec des plans de sauvetage, puis les sauver de la faillite en rachetant à tour de bras des obligations d'État. Parallèlement, on a pu observer un mouvement de centralisation net des institutions européennes : règles fiscales et budgétaires communes, surveillance des banques commune et politique économique commune. À quand des euro-obligations communes ?

Un autre tabou est en train de tomber au sein de l'UE : Chypre fait actuellement parler d'elle, moins en tant que destination de vacances que comme île européenne où les caisses de l'État sont vides et les établissements financiers insolvables. La taxe de stabilité dont l'application est sérieusement envisagée sur les dépôts aboutirait à l'expropriation partielle des déposants. Cette mesure, associée à d'autres, est censée éviter l'effondrement du pays. La politique interventionniste de l'UE n'en finit plus de faire du cas par cas : Chypre figure désormais sur la liste de ses victimes. L'UE ne dispose toujours pas de règles claires en cas d'insolvabilité d'une banque ou de banqueroute d'un État. À cela s'ajoute que, au vu de la débâcle chypriote, une expropriation financière est un scénario que les citoyens d'autres pays de la zone euro ne peuvent plus exclure totalement. Dans ces circonstances, un retrait massif des dépôts mettrait en péril l'ensemble du système financier européen.

En tant que non membre de l'UE, la Suisse est condamnée au rang de spectateur, même si les mesures prises pour Chypre peuvent avoir des conséquences sur l'économie helvétique. Le franc suisse risque de repartir à la hausse et notre banque centrale risque de devoir intervenir à nouveau sur les marchés de devises. Alors que Chypre est proche de l'effondrement, il est indispensable que les milieux politiques et économiques réaffirment leur soutien au taux plancher.